

Alain Lipietz : « L'alternative est européenne ou ne sera pas »



Ainsi donc, selon Frédéric Lordon, ceux qui ne se résignent pas à sortir de l'euro seraient des « *néoruralistes, incapables d'abstraction ou de comprendre ce qu'ils lisent* ». J'en suis. Au contraire de Lordon, j'ai voté « non » à Maastricht en 1992 et « oui » au TCE en 2005, après avoir appelé, en 1982, à l'audace d'établir certains « sas » aux frontières. Quelques constats un peu ploucs, je l'admets, justifient ces choix successifs.

Seules la politique et la démocratie au sens large (conventions, lois, constitutions, chartes des droits, traités) permettent d'imposer au marché des régulations favorables à la solidarité et à l'écologie. « Permettent » seulement, car il faut encore construire des majorités pour cela ! Tout ce qui accélère l'unification économique d'un espace donné (la France, l'Europe ou le monde) sans unifier à la même échelle la souveraineté politique scelle l'impuissance du politique et la toute-puissance du marché. C'était le cas de Maastricht (encore aggravé par Nice). Le TCE, à l'inverse, aurait accéléré l'unification politique de l'espace européen. Mais nous vivons dans l'Europe du « non » : unification économique + fragmentation politique = libéralisme. **Il est vain d'objecter** que l'euro opère sur un espace qui n'est pas socialement homogène (la Rhénanie, l'Île-de-France, la Grèce...) ; Neuilly, La Courneuve et la Creuse ne le sont pas davantage. La seule question est le pouvoir et la volonté politique d'instaurer des solidarités et des transferts entre les sous-ensembles. L'histoire est « dépendante du sentier », elle ne « repasse pas les plats ». Les bifurcations possibles en 1982 ne le sont plus en 2015.

L'Europe économique est faite, elle accompagne une unification culturelle, la reconnaissance de valeurs communes, et on ne trouvera aucune majorité en Grèce pour en sortir. La sortie de l'euro ou de l'UE ne corrigerait d'ailleurs pas d'une drachme le montant de sa dette, ni son insertion défavorable dans l'économie mondiale. Les Grecs attendent qu'une expression de la souveraineté populaire les libère de leur dette insolvable. La souveraineté « pertinente » n'est pas alors en Grèce (un débiteur ne peut « voter » pour que sa dette soit éteinte), mais dans un espace englobant ses créanciers, les banques européennes. Comme Dominique Rousseau l'a signalé (*Libération*, 7 juillet), ce ne peut être que l'expression de la souveraineté commune, le Parlement européen. Cette expression doit bien sûr s'appuyer sur une mobilisation européenne, comme l'était l'opposition à

la guerre du Golfe de 2003 ou, exemple cité par Rousseau, le mariage pour tous.

Dit autrement : Tsipras a démontré que le souverainisme dans un seul pays n'a plus cours. L'alternative aujourd'hui est européenne ou ne sera pas. Tout cela est simpliste ? Le vote des Irlandais ne prouve pas qu'un référendum européen rééchelonnerait les dettes de la Grèce ? Mais c'est à ce niveau-là que les choses se jouent. Bon sens néorural : *« La lutte des classes en Europe sera conditionnée par l'intégration économique européenne, quelque forme qu'elle prenne, et par les bouleversements dont les processus d'internationalisation de la production s'accompagneront sur tous les plans. Un échec de l'intégration européenne n'est pas à exclure, et il offrirait au mouvement ouvrier des possibilités d'intervention réelles quoique dans des positions peu enviables et dans des perspectives de long terme peu séduisantes... Le retour au protectionnisme national et au nationalisme économique est donc à exclure... Il serait plus fécond de rechercher par quels moyens la classe ouvrière, en s'insérant de manière antagoniste dans cette construction, peut s'emparer du processus d'internationalisation et lui assigner ses propres perspectives. »* (André Gorz, *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme*, 1964).

On peut refuser ce constat et tenter de faire revenir l'histoire sur ses pas. Revenir aux souverainetés économiques et politiques nationales. Mais alors la géopolitique de la « situation d'avant » redevient implacable : retour à l'affrontement millénaire de la France et de l'Allemagne, et, contre le « hareng de Bismark », alliance avec le tsar, abandon de la Pologne et de l'Ukraine, soutien à la politique tsariste en Orient... Et sur le « front intérieur » : fermeture des frontières aux indésirables, recherche d'alliés nationalistes, ralliement à Christophe Guilluy – qui réduit l'analyse de classe à une tripartition « le peuple, les immigrés et les bobos » (la petite bourgeoisie intellectuelle), en oubliant la bourgeoisie – et, dans le peuple, alliance avec ceux que les marxistes appelaient « les limonadiers ». Soit leurs vrais concurrents idéologiques, intellectuels organiques de la petite bourgeoisie commerçante : bonapartistes, boulangistes, pétainistes, etc.

Frédéric Lordon peut bien accuser Jean-Luc Mélenchon de ne pas aller assez vite et Jacques Sapir d'aller déjà trop loin. Il faut reconnaître à ce dernier la cohérence intellectuelle, par-delà les pudeurs de la néo-urbanité métropolitaine.

Nota Bene :

Alain Lipietz Économiste, membre d'Europe-Écologie- Les Verts.

Photo : Michel Soudais